

Conf IUT, amphithéâtre

Conférence «**La bataille des tubes se joue aussi à l'est : les propositions et réalisations de gazoducs et oléoducs entre Russie, Asie centrale et Chine. Un autre aspect du «grand jeu»...**» par Jean Radvanyi, professeur, Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Dans ce domaine, les aspects techniques et financiers demeurent le plus souvent très mal connus car tenus secrets. Dans le secteur pétrolier, on ne diffuse pas les informations portant sur les contrats, les signatures et donc sur les coûts.

La vision présentée par des médias (qui sont parfois spécialisés, comme la revue Pétrostratégie dirigée par Terzian) pourrait se résumer ainsi : *c'est comme un iceberg, on a la partie émergée, il faut imaginer l'autre.*

L'histoire des tubes autour de la Caspienne révèle à quel point nous sommes figés dans une posture européenocentrée. En effet, cette vision marquée par notre localisation géographique (une vision de l'Ouest vers l'Est) nous fait oublier une partie de la réalité. Or, les acteurs politiques qui montent des projets dans la région mènent une bataille stratégique par rapport aux réseaux d'infrastructures.

En 1991, les réserves de la Caspienne s'ouvrent

Carte (source <http://eurasian.defence.ru/node/6529>)

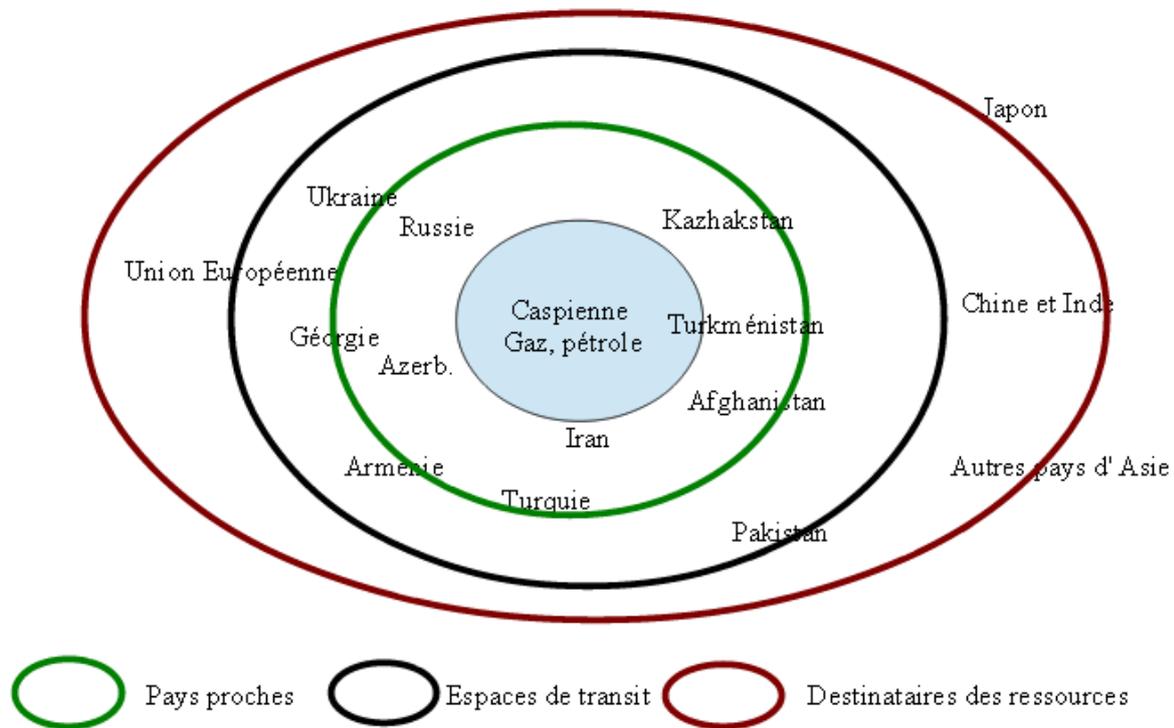
Tout part de la Caspienne en 1991. Au moment de l'éclatement de l'URSS, les réserves de la Caspienne sont partagées avec plusieurs nouveaux Etats (alors qu'avant 1991, seuls l'URSS et l'Iran en disposaient) : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan. Chacun va essayer de gérer ces ressources en se dégageant du système d'exploitation russe. Chaque Etat s'engage ainsi dans la problématique de la souveraineté par rapport à ces ressources en pétrole, dont l'exploitation avait été mise en place au milieu du XIXème s. sous l'Empire russe, puis avait été reprise par l'URSS.

Ainsi, après 1991, les gisements de la Caspienne s'ouvrent de nouveau: toutes les majors se précipitent car il est rare d'avoir une source de pétrole qui s'ouvre ainsi. En réalité, il y avait eu quelques prémices sous Gorbatchev, en 1989-1990, lors des négociations avec les Kazakhs, alors mécontents du fait que Gorbatchev ait signé un contrat avec les Occidentaux sans qu'ils aient été invités à participer aux négociations.

La carte montre la logique américaine (en bleu), d'où le fait qu'elle présente dans un même ensemble la Russie, l'Iran et la Chine. Elle illustre donc, selon une logique occidentale, les routes favorisées par l'Ouest (en rouge), souvent encore à l'état de projets. Il s'agit notamment d'un des projets impulsés par Clinton, qui pousse British Petroleum à accepter l'oléoduc BTC (Bakou-> Tbilissi-> Ceyhan): l'objectif est de récupérer le pétrole offshore d'Azerbaïdjan sans avoir à passer par la Russie - alors que la Tchétchénie est en guerre- et en évitant l'Iran, même si cette dernière représentait la solution la plus rationnelle. On passe donc par le Caucase (Bakou) et la Géorgie en évitant les détroits. Ainsi, l'oléoduc va jusqu'à Ceyhan, port déjà existant sur la Méditerranée. En réalité, ce trajet est le plus long et le plus coûteux mais il a été retenu car Clinton le fait « sortir du chapeau ».

Le gaz : Nabucco est un projet européen qui a pour but de diversifier les approvisionnements afin de faire pression sur Gazprom, via la création de nouveaux tubes. Il s'agit donc de récupérer le gaz de la Caspienne pour l'exporter vers l'Union Européenne. A partir de la Caspienne et de la

Géorgie, le gaz est acheminé vers le réseau turc déjà existant puis enfin, vers de nouveaux tubes en direction de l'Europe centrale. Mais ce projet donne lieu à des batailles: les Russes ne se laissent pas faire et répondent à chaque pas des Européens et de leurs partenaires. Il faut rappeler qu'auparavant, ils contrôlaient quasiment toutes les exportations de gaz vers l'Europe.



Le document montre à quel point la Caspienne est une mer partagée.

Carte *Les problèmes de partage de la mer Caspienne*

Le problème de savoir si la Caspienne est une mer ou un lac fait débat, or les législations de droit international diffèrent selon qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre. La majorité des gisements sont en offshore: selon les définitions sur lesquelles on s'accorde, on pourrait considérer que la zone centrale est une zone internationale. En 1991, chaque État riverain propose son découpage en fonction des îles et îlots nationaux. La carte présente les répartitions telles qu'elles ont alors été envisagées par chacun de ces États: les variations sont assez importantes. La plus importante se situe au sud: l'ancienne ligne de partage russe déterminait une ligne droite entre les deux pointes, or les Iraniens refusent ce découpage qui ne leur laisse rien. Ils souhaitent la division de cette zone en cinq afin d'obtenir d'éventuels gisements.

Un premier accord définitif finit par se mettre en place entre la Russie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, ce qui règle le problème au nord, dans un premier temps.

Il reste à régler les problèmes qui se posent toujours au sud, entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan d'une part, et entre l'Azerbaïdjan et l'Iran d'autre part. Du côté de l'Azerbaïdjan, le pétrole issu de la multiplication de petits secteurs pétroliers est de bonne qualité. Le Turkménistan, lui, dispose de gaz naturel. Par contre, au nord-est, les gisements pétroliers, contiennent du soufre (qui attaque les tubes) et de la paraffine (qui se solidifie en raison du climat froid): le pétrole est donc de plus mauvaise qualité. Durant une première période de « bluff », chaque pays va annoncer qu'il détient des réserves importantes. L'objectif est d'attirer les

investisseurs, en particulier européens et américains. C'est ainsi que le boom pétrolier se produit à Bakou mais en réalité, les estimations officielles relayées par les collaborateurs de Clinton pour lancer le projet en 1997 sont faussées.

Clinton souhaite créer sa propre voie d'acheminement. Entretemps, les chiffres ont été revus à la baisse, mais l'Azerbaïdjan a vendu ses concessions. Des milliards sont donc investis mais les prospections ne permettent pas de découvrir de nouvelles réserves en pétrole : les Américains doivent se contenter des réserves existantes. Par contre, elles mettent en évidence l'existence de deux gisements de gaz. Dès lors, les négociations reprennent pour la construction de gazoducs. Toute l'affaire est ainsi relancée.

Depuis, on a assisté à des hausses de production régulières (tous les trois ans) mais le pic de production devrait être atteint.

En Azerbaïdjan, le pic de production a été atteint pour le pétrole mais la production débute à peine en ce qui concerne le gaz.

Pour le reste, l'essentiel de la production de pétrole et de gaz se concentre plutôt sur la rive orientale.

Carte Asie centrale et Caucase : la guerre des tubes

Les Russes réagissent en construisant de nouvelles infrastructures: ils installent un gazoduc sous la Mer noire (avec l'Italie), ce qui leur permet de contrôler l'approvisionnement de la Turquie et de l'Europe. Il s'agit d'un projet élevé contre le Nabucco : la Russie négocie avec la Bulgarie et la Roumanie, passe des accords avec l'Italie (accords favorisés par les excellentes relations entre Poutine et Berlusconi) puis entame des discussions avec la Hongrie et les Balkans pour vendre son gaz aux Européens. Schroeder, au conseil de Gazprom, pousse à la construction d'un tube vers la mer du Nord (une voie de sortie).

Vers l'Est, au départ, il n'y avait pas grand-chose.

Les Turkmènes disposaient d'un petit tube vers l'Iran depuis l'époque soviétique mais après 1991, ils ne disposent pas d'assez de capitaux pour construire de nouvelles infrastructures. Ils détiennent également des tubes vers le nord (vers la Russie) mais les Russes, qui veulent « tenir » ce transit, imposent leurs conditions financières concernant le volume qui passe par leurs tubes. C'est pourquoi, certaines années, les Turkmènes n'ont pas produit de gaz, faute d'accord avec les Russes. Il s'agit pourtant de leur principale ressource.

Parallèlement, ont lieu des négociations : les Occidentaux, qui ont construit BTC, se rendent compte que le pétrole azerbaïdjanais ne leur suffit pas donc ils veulent également obtenir du pétrole en provenance du Kazakhstan. Ils affrètent quelques tankers mais ils ne sont pas satisfaits par la qualité du pétrole. L'autre solution est de construire des tubes sous la Caspienne mais les Occidentaux n'arrivent pas à trouver d'accord avec la Russie et avec l'Iran qui bloquent la situation.

Là, apparaissent les Chinois. Pourtant, les distances sont considérables. Au fond, l'attitude des Chinois n'est pas celle de la rationalité économique, car l'essentiel du pétrole qu'ils importent vient du Golfe, par voie de mer. Or ils négocient dès 1991 avec ces nouveaux voisins, d'autant que pour eux, les Ouïgours d'Asie sont perçus comme une « base arrière » et qu'en outre, ils envisagent la perspective de nouveaux marchés économiques en Asie centrale comme relais vers la Russie (avec qui ces nouveaux Etats sont alliés). Il s'agit pour les Chinois de pénétrer ces marchés : c'est pourquoi ils font des concessions dès 1995-1997 afin de proposer la construction

de nouvelles infrastructures. En 1997, ils signent un premier contrat avec le Kazakhstan pour construire un tube de plus de 2 000 km à travers tout le pays, en direction de la Chine du nord. L'inauguration officielle a lieu en décembre 2005.

La deuxième proposition chinoise débouche sur la construction d'un gazoduc de 1833 km entre le Turkmène et la Chine, qui passe par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, et qui a été inauguré le 12 décembre 2009.

En huit-dix ans, les Chinois modifient considérablement la donne, même si la capacité de ces tubes demeure modeste (toutefois, s'ils installent quelques compresseurs, cette capacité pourrait aller jusqu'à doubler). Ainsi, aussi bien les Occidentaux que les Russes se trouvent confrontés à un troisième acteur (qui paie) : les Turkmènes et les Kazakhs se trouvent désormais face à un nouveau choix et peuvent donc rediscuter les propositions qui leur sont faites.

Une autre voie s'ouvre, durant cette même période: la voie russe par le nord-est, du côté de la Sibérie pacifique. Les Russes ont ainsi développé des tubes vers leur Extrême-Orient. Ils développent des projets à venir pour l'exportation de gaz liquéfié en direction de la Chine. Ils menacent également l'Europe de se tourner essentiellement vers l'Est, en direction de la Chine et du Pacifique. Au début du mandat de Poutine, les Russes ont débattu pour décider de l'installation (ou non) d'un tube direct en direction de la Chine. Ils ont finalement opté pour le non car le tube passant par la Chine permettrait à celle-ci de contrôler le transit. Ils préfèrent donc passer par le nord et construire seulement un tube de transit vers la Chine mais pour le moment, les négociations bloquent car les deux pays n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les prix.

Les Américains ont également un autre projet: ils veulent construire des tubes pour éviter l'Iran en passant par l'Afghanistan et le Pakistan, depuis le Turkménistan vers l'océan Indien, ce qui représente pour eux un gage de paix ainsi que des dividendes potentiels. Mais le gaz du nord de l'Afghanistan intéresse aussi les Chinois qui pourraient donc décider de faire un tube depuis cette zone, aujourd'hui assez tranquille, jusqu'à leur propre territoire.